

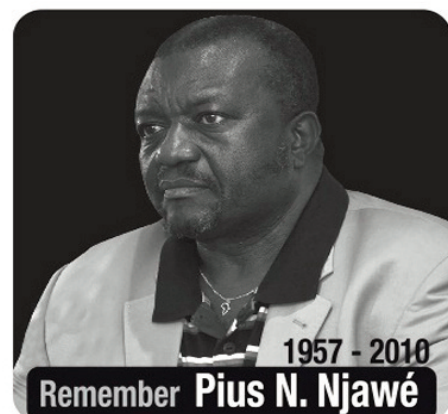
Le Messenger

A l'écoute du peuple

Fondateur : **Pius N. NJAWE** Directeur de publication: **Jean François CHANNON**

N° 5174 DU MERCREDI 24 OCTOBRE 2018 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien



Présidentielle 2018

Les chiffres de la discorde



• *La victoire au goût amer du président de la République réélu au terme des résultats proclamés par un Conseil constitutionnel contesté* **P.7**

Crise anglophone

Affrontement meurtrier entre militaires et séparatistes

• *Les armes crépitent à nouveau dans une dizaine de villages situés dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest* **P.3**

Affaire Viettel Cameroun Sa.

Vers un divorce entre Danpullo et les Vietnamiens

• *Ulcéré par le goût et l'appétit d'une gérance à sens unique, entretenue par la partie vietnamienne, le milliardaire camerounais se dit désormais prêt à procéder au remboursement* **P.7**

Sérail

Paul Biya gâte Clément Atangana

• *Le chef de l'Etat veut offrir une résidence de 272 millions Fcfa au président de la Cour constitutionnel* **P. 5**

Au coeur de la société

Par Edouard KINGUE

Champion's League électorale

L'arbitre vient de siffler la fin du match. La vidéo n'a pas validé le penalty. Farce de l'expérience ? Selon les uns, la fraude est greffée sur la victoire de Biya, selon les autres, quel que soit le cas, le grand écart électoral ne peut s'expliquer seulement par la fraude. Au fil des quinquennats et des septennats, le 2^e président camerounais s'installe confortablement à la tête de l'Etat, en accord avec lui-même, lorsqu'il déclarait, après sa nomination dans les années 80, que son « successeur a fait 25 ans », lui n'était qu'au tout début. A penser que sa feuille de route était planifiée pour perdurer ad vitam, il n'y a qu'un pas. Biya a mené sa barque avec force et ruse. Fin connaisseur de son peuple, il a su toucher la où sa gratte, entre la peur, la cupidité, la voracité, l'orgueil et le réflexe communautaire.

Avec cette présidentielle, le Cameroun a touché le fond de la vase, entre le tribalisme exacerbé, les manipulations de toutes sortes, l'achat et le viol de conscience, la lâcheté, les trahisons etc. rien de moral dans cette complétion de loups habillés en agneaux.

Avec la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018, tout compte fait, on revient de loin et le Cameroun vient de remporter un grand challenge. Non seulement celui du 'bon déroulement' des opérations de vote, mais celui de la proclamation officielle des résultats issus des urnes. Dans un cas comme dans l'autre, les Camerounais ont fait montre de responsabilité sociale et de maturité politique. Tout n'était pas parfait, mais dans l'ensemble, ils ont joué à fond le jeu de la démocratie, dont la liberté d'expression et de choix constituent des socles majeurs.

Par-dessus tout, le contentieux électoral dans un système à parfaire s'est déroulé sans heurts. Les débats étaient d'un niveau élevé, selon l'opinion publique qui a repris goût à la chose politique. Une sorte de champion's league où la saine passion était au rendez-vous ; tenant le Cameroun en haleine. Le public a, du reste, apprécié

d'avoir été le témoin privilégié de la marche du Cameroun ; se sentant très impliqué à travers les différents échanges qui ont eu lieu au conseil constitutionnel qui se produisait pour la première fois, depuis son installation le 7 février 2018, dans le cadre du contentieux électoral.

Nous devons la bonne facture des débats aux membres du conseil constitutionnel, mais aussi aux différents acteurs dont les leaders de l'opposition et leurs représentants, qui sont restés courtois et engagés pour défendre leur vote. Le débat juridique s'est enrichi de nombreux points qui assurément, vont être pris en compte pour l'architecture future qui encadrerait les élections. Le vieux lion pourrait-il surprendre tout le monde par un balayage salutaire et des innovations politiques ? L'économie et la culture devraient encore attendre...

Mais soulignons-le, les avocats des parties adverses, le ministère public, les représentants de l'Etat, les honorables juges ont joué leur rôle, pour rendre ce moment inoubliable avec « la compétence de leurs compétences ».

Au finish, l'histoire qui est le juge suprême, retiendra le niveau élevé dans la prise en compte du contentieux qui s'inscrit en lettres d'or dans l'avancée démocratique du Cameroun.

L'opinion publique a également joué un rôle de premier plan, refusant les troubles sociaux peu productifs pour un pays comme le nôtre à la poursuite de sa stabilité. Un mandat électoral, c'est sept ans, c'est-à-dire une goutte d'eau dans la vie d'une nation. Sept ans de plus ne valaient pas de faire couler le sang des compatriotes dans la descente de la rue, pour un peuple meurtri qui vit dans la rue pour survivre.

Les grandes démocraties alignent plusieurs siècles d'existence : La déclaration d'indépendance est proclamée le 4 juillet 1776, dans laquelle les treize colonies se fédèrent pour former les États-Unis d'Amérique ; le royaume de Prusse est un État européen formé en 1701 et intégré en

1871 à l'Empire allemand, dont il est la composante principale ; il disparaît en 1918 lorsque l'Allemagne devient une république. L'Italie, du moins l'Etat moderne de ce nom, est née le 17 mars 1861. L'Allemagne est née le 18 janvier 1871, l'Espagne le 20 janvier 1479.

En entrant en contentieux, les Camerounais ont donc choisi la voie du règlement judiciaire plutôt que la guerre des tranchées pour une élection qui du reste annonce d'autres : les législatives, les régionales, les municipales...qui sont autrement plus importantes, d'autant plus qu'elles intègrent la gestion communautaire de la cité, premiers édifices d'un Etat. Et leur attitude responsable reflète les résultats de leur choix électoral qui finalement ne démentent pas nécessairement le verdict de la Cour constitutionnelle face à une opposition qui s'est montrée en fin de compte plus gesticulante que programmatique.

Une nouvelle configuration du paysage politique issue de ce vote va se mettre en place, par la force des choses. De nouveaux entrepreneurs politiques vont faire leurs apparitions, dans les chambres et d'autres démembrements électoraux

En y pensant, qui donc aurait été fou pour envoyer son parent dans la rue pour des rixes là où ils ont pu et doivent s'exprimer librement à travers les consultations populaires et universelles ? On meurt pour la patrie et non pour les hommes mortels. Et puis c'est pour défendre quoi ? Une liberté sans cesse acquise au fil des temps par la seule voie du vote qui sied ? D'éphémères strapontins ? La gloriole ? Les promesses électorales dont on sait qu'elles n'engagent que ceux qui y croient ?

Le vote est fini. Les résultats sont connus. Passons à demain. La vie d'un peuple n'est pas éphémère ; ni trentenaire, ni 'septennaire'. Laissons donc le temps au temps

Bon mercredi et à mercredi

BANQUE

Les Camerounais s'opposent à la cession de la Bicec

La Bpce, entrée en négociation exclusive avec la Banque centrale populaire du Maroc en vue de la cession de ses participations au sein de la Bicec, a été assignée auprès du tribunal de première instance de Bonanjo-Douala afin d'arrêter l'opération qui met hors de course les Camerounais. La deuxième audience du procès a eu lieu le 17 octobre dernier.

Transaction anticoncurrentielle, déloyale en violation des principes de la liberté de commerce et d'industrie en vigueur au Cameroun dénoncent Me Michel Janvier Voukeng et son collègue Guy Alain Tougoua représentant un groupe de Camerounais ayant requis l'anonymat. Le 4 octobre 2018, Ces deux avocats ont déposé par devant le tribunal de première instance de Bonanjo-Douala une requête aux fins d'être autorisé à assigner en référé d'heure en heure le



groupe Banque populaire caisse d'épargne, (Bpce). Aussi ont-ils saisi la commission nationale de concurrence aux fins d'interdiction d'une cession de participation de la Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit, (Bicec).

Après l'audience du 12 octobre 2018, la deuxième audience s'est

tenue mercredi, 17 octobre dernier. Cette audience était consacrée aux questions de formes, notamment les observations sur la lettre de constitution du bâtonnier Ngnié Kamga, conseil de la Bpce. Pour ces avocats, le bâtonnier Ngnié Kamga ne saurait à la fois être conseil de la Bicec et de la Bpce. « Il faut que le bâtonnier

indique sa véritable position. Il ne peut pas être à la fois conseil de la Bpce et de la Bicec parce que les intérêts de la Bpce et de la Bicec sont différents », soutiennent les deux avocats. L'audience a été renvoyée au 24 octobre prochain.

La pierre d'achoppement de cette affaire est l'exclusion des opérateurs économiques camerounais dans l'opération de cession des participations de la Bpce au profit de la Banque centrale populaire de droit marocain. Selon Me Michel Janvier Voukeng « ce sont des centaines de milliards de devises qui iront à l'étranger », prévient-il. Aussi insistent-ils sur le fait que la Bpce soit actionnaire au sein du groupe Banque centrale populaire. Dans la requête introduite par ces avocats, ils demandent l'annulation pure et simple de la cession entre la Bpce et Bcp. C'est le 25 septembre que le groupe Bpce a annoncé entrer en négociations « exclusives » avec le groupe marocain Bcp en vue du projet de cession de ses participations bancaires en Afrique, indique le communiqué de presse.

Blanchard BIHEL

CRISE ANGLOPHONE

Affrontement sanglant entre séparatistes et forces de l'ordre

Un jour seulement après la proclamation des résultats de la présidentielle, les armes retentissent dans le Nord-ouest et le Sud-ouest.

Bambili, la ville universitaire non loin de Bamenda a perdu sa quiétude hier 23 octobre 2018, moins de 24h après la proclamation des résultats de la présidentielle. En effet, depuis quelques semaines, les forces séparatistes de la république virtuelle d'Ambazonie avaient pris en otage cette localité et singulièrement la rue qui mène à la chefferie. Ils y avaient même dressé des barricades, empêchant le mouvement des personnes et des véhicules. Il fallait montrer patte blanche pour franchir et se rendre à la chefferie ou retourner. Hier mardi 23 octobre, les forces de défense et de sécurité s'y sont rendues afin de rétablir l'ordre. Ils ne se sont pas fait prier. Une bande de séparatistes a ouvert le feu sur les forces de défense et de sécurité. La riposte ne s'est pas fait attendre. On a assisté à un affrontement farouche entre les belligérants. Si le bilan en termes de perte de vie reste attendu, on a néanmoins appris que les forces de l'ordre ont détruit le camp des séparatistes qui était logé dans la forêt sacrée.

A Ngarum dans l'arrondissement de Ndu, une opéra-



tion menée par les forces de l'ordre a tourné à un affrontement. Selon les sources sécuritaires, 15 miliciens Adf ont été neutralisés, 8 otages libérés, de nombreuses armes et munitions ainsi que des cartes d'électeurs récupérés. Par là même, un camp des séparatistes y a été détruit. Un homme en tenue, le lieutenant Ekané de la 51e Brim a passé l'arme à gauche à l'issue de cet affrontement. Mais selon les informations distillées sur les réseaux par Marc Barata, cet affrontement s'est soldé par la mort de « trois civils, deux miliciens Adf et au moins trois éléments des forces de défense et de sécurité ».

A Bombe-Bakundu dans la région du Sud-ouest, plus précisément à l'entrée du

lycée bilingue, trois éléments de la milice séparatiste parmi lesquels une fille ont été réduits au silence définitif.

Munitions

Moudoum, localité située à plusieurs dizaines de kilomètres du centre ville de Bafut dans l'arrondissement hyponyme, région du Nord-ouest, a été également le théâtre d'un bras de fer armé entre les forces de l'ordre et les séparatistes. Le soldat de deuxième classe Takou a été blessé à l'annulaire droit. Parallèlement, cinq ambazoniens ont avalé leur acte de naissance, une dizaine d'armes de fabrication artisanale, des ceintures à cartouche, munitions, tronc-neuse, téléphones et sac de

gris-gris ont été récupérés.

Il est à noter que la localité de Baba II, village du chairman John Fru Ndi, a essuyé un autre affrontement le week-end dernier. Après l'incendie de la résidence de campagne du leader du Sdf et l'enlèvement de sa soeur, la nommée Christy Akum par la milice séparatiste Adf, les forces de défense et de sécurité ont mené un ratissage dans ce village. L'opération s'est soldée par la tuerie de cinq ambazoniens, la libération de deux esclaves de sexe (des filles enlevées en 48h par les miliciens) et la saisie de nombreuses armes et munitions.

M.S.

GOUVERNEMENT POST-ÉLECTORAL

Joshua Osih fait-il de l'entrisme ?

Le candidat malheureux du Social democratic front (Sdf) ne s'en « tire pas à bon compte », lui que le fameux vrai-faux sondage américain donnait second avec... 7% d'intentions de vote est arrivé 4e avec 118 704 voix et (3,35%). Il s'est alors empressé de reconnaître la victoire de Paul Biya proclamé élu par le Conseil constitutionnel.



Le candidat du Sdf qui, théoriquement devait bénéficier de l'appareil de son parti représenté sur l'ensemble du pays, semble avoir été lâché par les cadres du Sdf durant la campagne. C'est donc en coureur solitaire qu'il a difficilement franchi la ligne d'arrivée. De plus le Nec approche avec de gros nuages de 'clarifications'. Il faudrait bien faire le bilan de la déconfiture du Sdf à la présidentielle. La position de Osih n'est pas confortable du tout. Cela pourrait-il justifier un 'rapprochement' avec le parti au pouvoir ? Son empressement à reconnaître la victoire du Rdpc augure-t-il bien de choses ? Un pied-de-nez à ses 'camarades' du parti par une entrée au gouvernement par exemple ? au Sdf, soutient un militant, la 'nuit des longs couteaux' se prépare. La pièce n'est donc pas totalement jouée, la présidentielle du 7 octobre n'était qu'une étape, un virage à négocier vers de surprenantes options politiques.

L'espoir est permis. Même la majorité silencieuse semble disposée à tolérer le triomphe entaché d'irrégularités de

Paul Biya, sur la base d'un refus de troubles sociaux. C'est sans doute dans cet esprit que le leader électoral du Sdf a également reconnu la décision de la Cour constitutionnelle, surtout que l'option du refus est entourée de beaucoup d'incertitude, si on se réfère à la position de Maurice Kamto qui refuse de reconnaître la victoire de Paul Biya, Joshua Osih, 49 ans, peu connu de sa base, plus taiseux qu'actif, avait repris le flambeau laissé par l'opposant historique John Fru Ndi. Il se disait issu d'une formation politique qui a une certaine expérience. « Il n'y a que deux candidats qui ont une expérience électorale et politique dans cette élection, c'est le président sortant Paul Biya et moi-même et je pense que mon expérience au niveau de l'Assemblée nationale, au niveau communal et en entreprise me permet de penser que je suis le mieux placé ou le mieux outillé pour diriger le Cameroun après cette élection ». Entre la fibre de l'expérience et la 'farce' de l'expérience, un ange est passé, les ailes bourrées d'équations à plusieurs inconnues.

Crise anglophone

Mais de l'opportunisme à l'incertitude, son choix a-t-il été dicté par le refus de l'aventure ? Se renie-t-il aujourd'hui, lui qui déclarait durant la campagne que : « mon choix serait qu'il y ait une véritable transition générationnelle comme nous l'avons réussie au sein de notre parti et que ce soit plutôt un candidat jeune, qu'un pur produit du système actuel. Il y a des candidats en course qui malheureusement sont des purs produits du système, qui ont financé leur position politique par rapport au rang obtenu dans le système actuel et qui osent utiliser l'argent de monsieur Biya pour combattre monsieur Biya. Et je pense qu'il faut faire attention, ce n'est pas parce qu'on est candidat et qu'on n'est pas candidat du Rdpc qu'on est forcément de l'opposition, donc il est important de comprendre que ceux qui ont juste changé d'habits pour se présenter ne représentent pas ce changement, cette aspiration profonde des Camerounaises et Camerounais ». Il pensait aussi que « l'unique solution à la crise anglophone » était « le départ de Paul Biya du pouvoir ».

Aujourd'hui, face aux réalités, beaucoup d'eau a coulé sous le pont où veut se hisser Osih. La légitimité n'a plus d'importance pour lui. Seule la légalité prévaut avec la reconnaissance officielle de la victoire de Paul Biya qu'il estime pourtant entachée d'irrégularités. Un autre avant lui, Kodock pour ne pas le nommer, ne disait-il pas qu'il vaut mieux, quand on se noie, s'accrocher à un serpent ? Donc acte !!!

EDKING

DÉCHÉANCE

Vers l'exclusion de Jean Michel Nitcheu

La rencontre du National executive comitee annoncé pour début novembre, devrait entériner cette information au vu des nombreux dérapages observés par le responsable régional du Social democratic front (Sdf) ces derniers temps. Le parti de Ni John Fru doit également tirer les leçons de la déculottée de la présidentielle du 07 octobre.

Dans un communiqué signé du Secrétaire général du parti de la balance, le sénateur Jean Tsomelou informe les membres du Nec que « la réunion ordinaire est convoquée le samedi 03 novembre 2018 à Yaoundé ». La rencontre qui « débutera à 9h précises est élargie aux maires, députés, sénateurs, aux membres du shadow cabinet et les cellules de conseillers » sera présidée par Ni John Fru Ndi. Il s'agit à en croire le document dont la rédaction de *Le Messenger* a pris connaissance de « l'évaluation de la participation du parti à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 et le réarmement des militants pour les échéances futures ». Jean Tsomelou insiste sur le fait que « la ponctualité à cette réunion est vivement recommandée ». Cependant, rien n'interdit l'évocation du comportement du député du Wouri 5 ; Jean Michel Nitcheu qui a récemment été désavoué par son parti, alors qu'il entendait organiser une marche en soutien à l'élection supposée volée au Mouvement pour la renaissance du Cameroun.

Le député avait introduit une déclaration de manifestation auprès des autorités administratives, initiative qui n'avait pas prospéré. Du coup, l'élu du Wouri a vu son parti prendre du recul vis-à-vis de sa démarche. Une humiliation comme cela a déjà été le cas avec plusieurs responsables du parti qui voudraient s'émanciper du fonctionnement du parti. L'on pourrait alors appliquer l'article 8.2 sur Jean Michel Nitcheu, pour le moment, rien n'est sûr mais le communiqué final sanctionnant ces travaux de Yaoundé permettra d'y voir clair. D'autres cadres n'ayant pas mouillé le maillot pour accompagner le candidat Joshua Osih à la victoire lors de la présidentielle dernière pourraient subir le couperet de Ni John Fru Ndi, lui-même très absent lors de la campagne de ce rendez-vous électoral.

Financements publics

Le bateau Sdf a pris de l'eau et cela est visible depuis un certain moment par le fait, selon une certaine opinion, de son rapprochement avec le pouvoir, le prince de Ntarikon n'a pas daigné concourir et a jeté son dévolu sur Joshua Osih, puisque des sources internes font savoir que certains caïds du parti n'ont pas apprécié le choix de ce dauphin aujourd'hui qui n'a pu convaincre. Des figures telles Joseph Mbah Ndam, Joseph Bandzem, Forbi Nchinda ou même Jean Michel Nitcheu auraient pu faire l'affaire. Hélas, la « parodie » d'élection qui a consisté au passage du témoin entre John Fru Ndi et son filleul Osih n'aurait pas été du goût de certains barrons assoiffés et qui espéraient qu'enfin la chance allait leur être donnée. Pendant ce temps d'autres frustrations liées à l'admission de certains militants dans le Nec, les financements publics et les cotisations internes auraient empoisonné l'atmosphère au sein de la maison Sdf, le parti fait de moins en moins courir comme le confirme les derniers résultats de la présidentielle. Sans compter que certaines anciennes têtes de proue continuent de pêcher dans le Social democratic front. Le cas du Mrc qui, au dernier moment, s'est éparé de Celestin Njamen. Mais bien avant lui, il y a Serges Siméon Nomba, Edith Kah Wallah, Bernard Muna et Pierre Kwemo pour ne citer que ceux qui ont quitté le navire pour diverses raisons.

Dimitri AMBA

DOUALA

La vie après la proclamation des résultats



La psychose qui avait gagné la ville s'est dissipée après l'annonce de victoire de Paul Biya au scrutin présidentiel du 7 octobre dernier.

Le carrefour Ndokoti a retrouvé ses couleurs et son cours normal ce mardi, 23 octobre 2018. Certes, les activités dans ce carrefour populaire et peuplé ne s'étaient pas arrêtées, mais elles ont quelques peu connu un ralentissement suite à la proclamation par le Conseil constitutionnel, des résultats de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier. Les bouchons, véritable marqueur du carrefour

Ndokoti, avaient comme par enchantement disparu ce jour. Donnant lieu à une circulation fluide.

Hier mardi, commerçants et commerçants installés sur le trottoir écoulaient allègrement leur marchandise. Le pas alerte, les usagers ont du mal se frayer le chemin au milieu de cette marée humaine qui peuple ce lieu de transit. Les vendeurs ambulants vont et viennent. Un agent de la police, le sifflet au bout des lèvres, s'affaire avec beaucoup de difficultés à réguler la circulation. Au lieu-dit Tradex Ndokoti, l'esplanade de cette station service est envahie par des conducteurs de moto qui y attendent les clients. La veille, les

forces de maintien de l'ordre, déployés en grand nombre avaient dispersé ses habituels occupants. Au Carrefour Dakar, les étals exposés sur la chaussée ont repris droit de cité

En effet, la psychose qui avait gagné la métropole économique s'est dissipée. Les activités ont repris des plus belles. La proclamation des résultats qui donne le président candidat gagnant anime cependant toutes les conversations. Certaines entreprises qui avaient momentanément observé un arrêt de travail ont repris du service, notamment l'entreprise Sud-africaine en charge de la construction du Douala Grand Mall and

business center au quartier Bonaloka. Cette entreprise a congédié ses employés lundi, 22 octobre, date de proclamation par le Conseil constitutionnel des résultats de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier. Dans le même sillage, les élèves retenus par leurs parents lundi matin, craignant des débordements qui pouvaient subvenir à l'issue de la proclamation des résultats, ont également retrouvés le chemin des classes. « *Enfin cette histoire des élections est finie. Je pense qu'on pourra enfin respirer* », soupire un citadin.

Blanchard BIHEL

PROCLAMATION DES RÉSULTATS

La majorité présidentielle félicite son champion

Un groupe de 18 partis politiques, réunis autour de Bochon El Lawan Bako, président d'United democratic party (Udp), à Yaoundé hier, a félicité Paul Biya pour sa « brillante performance » devant la presse.

C'est à l'hôtel des députés qu'a lieu en matinée le point de presse pour déclarer les félicitations au président de la République nouvellement élu pour sa brillante performance et le remercier « *pour avoir créé un environnement propice et paisible pour que le scrutin se déroule dans la sérénité en dépit des problèmes sécuritaires dans certaines régions du pays.* » Le président de l'Udp, va à l'entame, résumer sa satisfaction dans le choix de Paul Biya en ces termes : « *La démocratie camerounaise est en marche. Le Cameroun est calme. On va battre tous ceux qui veulent amener du désordre dans notre pays. Il y a un vainqueur, nous devons nous aligner derrière*

lui. Le président est là, demain, il va partir et le Cameroun restera. Le président est en train de construire un pays dans lequel la jeunesse est en train de grandir. C'est pourquoi il parle de force de l'expérience. » Prenant la parole à sa suite, quelques-uns de ses collègues de la majorité, à l'exemple de Wambo Samuel, président du Rassemblement camerounais pour la République (Rcr) ; Mbogbog Matip, président du Mouvement des paysans du Cameroun (Mdpc) ; de veuve Ayissi Julienne, présidente de la Démocratie authentique du Cameroun (Dac). C'est à cette dernière que reviendra l'insigne honneur de porter le toast de la victoire de Paul Biya.

Participation active

Dans la déclaration proprement dite, la majorité présidentielle a tenu à féliciter aussi les autres candidats en lice pour le scrutin du 7 octobre. Dans ce sens, ce groupe de partis politiques fidèle à Paul Biya a précisé : « *leur participation active était l'illustration parfaite que la démocratie came-*

rounais est en marche. Nous les exhortons à faire preuve de loyauté en acceptant le verdict des urnes et à mieux se préparer pour l'élection présidentielle à venir. » En plus, les Camerounais dans leur ensemble ont été félicités. « *Nous les félicitons pour avoir exercé leur devoir citoyen en votant le candidat de leur choix lors de cette élection, dans un climat de sérénité et de paix. Nous les encourageons à rester calmes en évitant tout acte qui pourrait compromettre la paix et la sécurité qui règnent dans notre cher et beau pays.* » Les autres acteurs du processus électoral ne sont pas en reste. La majorité présidentielle a aussi présenté ses félicitations à Elections Cameroun (ElecCam), les différentes commissions chargées du dépouillement et le Conseil constitutionnel. De l'avis de la Majorité présidentielle, le scrutin était « *libre, juste, transparent et crédible.* » Toute chose qui honore le Cameroun et son « *Dirigeant capable* », Paul Biya.

Léopold DASSI NDJIDJOU

Océan

Kribi célèbre la victoire de Paul Biya

Quelques militants du parti de Paul Biya ont défilé dans les artères de la ville de Kribi. Les populations sont restées silencieuses et les mototaxis de la ville ont refusé d'accompagner cette marche que certains observateurs de la scène politique qualifient d'illégal.

Dès l'annonce des résultats de la dernière élection présidentielle par la Cour constitutionnelle à 15h 15minutes qui a consacré la victoire du Lion d'Etoudi, les militants du grand camarade Paul Biya sont sortis dans les artères de la ville, conduits par le sénateur Grégoire Mba Mba. A chaque carrefour, la petite troupe qui se chiffrait à peine à une centaine de personnes donnait de la voix, pendant que le sénateur s'exhibait sous les quolibets des populations. « *Il ne comprend pas que l'heure où on dansait pour avoir des postes ou pour être élu est passé. En tout cas, que sait-il faire d'autre ? Cette victoire n'est pas satisfaisante à cause des incongruités qu'il y a eu. Il n'y a pas de quoi se réjouir. Tous ces caciques devaient plutôt s'asseoir et réfléchir sur ce qui s'est passé et sur l'avenir du Rdpc* », déclare Cédric Bissié, un observateur de la scène politique.

Cette fois, les mototaximen de la ville qu'on associe parfois aux activités du parti au pouvoir pour faire foule ont refusé de se livrer à ce jeu, estimant que le cœur n'était pas à l'ouvrage, surtout qu'ils sont menacés d'être chassés de la ville par certaines élites du parti qui avaient promis de le faire après la victoire du candidat Paul Biya. Dans les chaumières, la plupart des jeunes sont tristes, abattus par les résultats qui n'ont pas donné vainqueur leurs candidats tels que Maurice Kamto ou Cabral Libii. « *C'est malheureux. Clément Atangana a raté l'occasion d'entrer dans l'histoire. Paul Biya sait que c'est son dernier mandat et il doit tout faire pour laisser des institutions fortes avant de s'en aller. C'est sa dernière chance. Le sénat, ElecCam, le Conseil constitutionnel, il doit en profiter pour faire du Cameroun un pays démocratique avec un Code électoral acceptable par tous. C'est le but de cette "victoire"* », déclare Apollinaire Mpouli.

Taux de chômage élevé

Pour l'opposition, rien n'a changé. « *Ce que nous pouvons dire pour le moment c'est que nous prenons acte de la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel. Nous réitérons qu'à notre sens que cette élection aurait dû être annulée parce que les dispositions pertinentes de la Constitution établissent clairement que le président de la République doit être élu par la nation tout entière. Vous avez bien vu comme moi que les commissions départementales d'ElecCam, dont l'organe en charge de l'organisation des élections ont établi clairement que l'élection n'a pu se dérouler dans plus d'une partie du territoire, notamment le Nord-ouest et le Sud-ouest* », déclare Patrice Ipoua, le porte-parole du candidat Joshua Osih du Social démocratique front (Sdf) dans le département de l'Océan.

A Kribi, pas de scène de liesse spéciale. Les populations semblent déçues par les résultats ; elles qui croupissent dans la misère avec un taux élevé de chômage des jeunes, des routes inexistantes et des leaders égoïstes, prêts à tout pour garder leurs places au soleil. Plusieurs Kribiens l'ont compris, la victoire de Paul Biya n'est autre que la victoire de ceux-là mêmes qui sont aux postes de la mangeoire et qui se réjouissent s'en jouir encore pendant sept ans, au détriment des populations désemparées.

Sévère Kamen

RÉSIDENCE PRÉSIDENTIELLE

Comment Paul Biya a gâté Clément Atangana

Le président du Conseil constitutionnel doit bénéficier d'un domicile huppé dans les tous prochains jours. L'appel d'offre y afférente a été lancé le 12 octobre dernier par le ministre des Domaines, du cadastre et des affaires foncières alors que le résultat de la présidentielle était attendu.

C'est une information qui a failli passer inaperçu. N'eut été la publication dans le quotidien gouvernemental *Cameroon Tribune* dans sa parution d'hier, mardi 23 octobre 2018, où la ministre des Domaines, du cadastre et des affaires foncières, Jacqueline Koung a Bessike publie « l'avis d'appel d'offres n a t i o n a l ... N ° - 000067 / Aono / Mindcaf / Cipm / 2018 sur les travaux de construction de la résidence du président de la Cour constitutionnelle sise à Bastos », personne ne l'aurait su. L'argent à en croire le document, proviendra du budget du Minepat, exercice 2018 et 2019 et imputé de la ligne 94709071100002209. La demeure en question entre en droite ligne avec « le développement du patrimoine de l'Etat » et les entreprises soumissionnaires devraient jouir « des capacités juridiques, financières et techniques suffisantes » pour la réalisation de cette bâtisse qui va s'étendre sur une bonne superficie dans ce quartier huppé de la ville.

Tant il est vrai qu'un lopin de terre n'est pas à la portée du premier venu. Le délai d'ouverture des offres est prévu « le 28 novembre à 15heures » et le gagnant de cette manne aura 8 mois pour exécuter les travaux. Ici, il sera question des travaux de béton armé, de maçonnerie, de menuiserie bois, métallique et alu, de peinture, de plomberie sanitaire, d'électricité, de charpente et



de couverture. Seulement, le timing et l'opportunité de ce « cadeau » inquiète plus d'un observateur qui voit en ce « geste présidentiel » une récompense du travail abattu durant les différents contentieux électoraux qui ont été sanctionnés par la victoire du candidat-président Paul Biya.

Soupçons d'influence

Clément Atangana avait-il le choix ? Certainement pas en ce sens que l'élection tenue le 07 octobre avait parmi les postulants et d'aucuns en cet appel d'offres une façon de mettre la pression sur Clément Atangana, président du Conseil constitutionnel même si le communiqué part du « président de la Cour constitutionnelle » afin que ce dernier le cas échéant ne lâche pas « son bienfaiteur » de président de la République en cas de difficultés dans une élection aujourd'hui qui continue de faire couler beaucoup d'encre et de salive. Maintenant, la publication au lendemain de la proclamation des résultats est aussi un choix bien pensé car il fait

bien que le Pcc dise d'abord le droit en faveur du « gagnant » pour que cela soit rendu public.

Et si ce magistrat hors hiérarchie avait opéré autrement, aurait-il reçu cette « résidence » ? Difficile de le savoir. Toujours est-il que ces 272 659 992 (deux cent soixante-douze millions six cent cinquante-neuf mille neuf cent quatre-vingt douze) Fcfa aurait pu servir à autre chose que ce confort insolent pour un haut commis de l'Etat qui durant sa carrière a certainement fait des économies pour se « taper » une belle villa comme certains autres les ont bâties au vu et au su des institutions en charge de l'investigation financière. Le pas de danse du 08 février lors de sa nomination se justifie donc puisque cela est apparu comme apparaît donc comme un nouveau souffle de vie pour l'heureux récipiendaire au sortir de la présidentielle du 07 octobre où certains acteurs politiques n'ont vu que du feu en matière de Droit.

Dimitri AMBA

MBOUDA

Nganou Djoumessi renforce sa posture de pacificateur

Chef de la délégation départementale du Rdpcc dans les Bamoutos, le ministre des Travaux se démarque comme le plus méthodique et dynamique des hommes du système Biya à l'Ouest. Il a réussi à calmer « le petit carrefour agité entre Bafoussam et Bamenda ».

Il a encore réussi à maintenir le cap dans le département des Bamoutos. Cette circonscription, à s'en tenir aux résultats proclamés par le conseil constitutionnel, reste dans les girons du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpcc) qui dans la région de l'Ouest, selon le conseil constitutionnel-dont la décision est contestée par l'opposition- comptabilise plus de 40% devant le Mrc du Pr Maurice Kamto qui est classé 2^{ème} avec environ 38% des votes. Et pourtant en 1992, le département des Bamoutos était le plus frondeur de la région de l'Ouest. Au point où la ville de Mbouda avait été qualifiée dans le sésail de « petit carrefour agité entre Bafoussam et Bamenda ». Alors qu'à côté, les scores de Paul Biya dans le département de la Menoua, sont minables, Y compris à Balessing, village d'origine de Jean Nkueté, secrétaire général du comité central du Rdpcc.

Première interprétation, le premier clerc du parti de Paul Biya pourrait perdre cette position au bénéfice de l'actuel ministre des Travaux publics. A

s'en tenir aux réalités géopolitiques locales, le président Biya pourra s'engager dans une option de rajeunissement de ses hommes de confiance dans la région. Ayant réalisé un score considérable face à la vague du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Célestine Courtes Ketcha et son clan pourrait être récompensé. D'où l'éventualité d'une mise à la retraite de Marcel Niat Njifendji, président du Sénat et deuxième personnalité de la République. Du côté du département du Haut-Nkam, la percée du Mouvement pour la renaissance du Cameroun commande également un réajustement du leadership local du parti des flambeaux ardents. Claude Juimo Monthé, malgré sa jeunesse, est jugé inapte, par certains, à incarner la défense de l'homme du renouveau dans cette circonscription. Un regard est tourné vers ces jeunes cadres du Rdpcc qui menacent de regagner le Mrc au cas où leurs préoccupations ne sont pas pris en compte dans les jours à venir. Dans le Noun, malgré une légère amélioration de son score, l'élite locale du Rdpcc n'envisage pas se débarrasser de la tutelle encombrante du sénateur Ibrahim Mbombo Njoya, sultan roi des Bamoun. Et pourtant, Mefiro Oumarou, ministre délégué auprès du ministre des Transports, attend mieux pour défendre ces acquis du Renouveau dans le fief d'Adamou Ndam Njoya, candidat de l'Union démocratique du Cameroun (Udc) à la dernière élection présidentielle.

Bouleverser l'état major local

du Rdpcc

Mais que fera-t-il étant donné qu'il ne fait pas partie des hommes préférés du sultan roi Bamoun. Contrairement à Mefiro Oumarou, Luc Sindjou, ministre, conseiller spécial du chef de l'Etat, Paul Biya, bénéficie de toutes les grâces du roi des Baham, Pokam Marx pour regagner la confiance du prince d'Etoudi. Ils sont autant confiants dans leur logique que le roi des Baham, sénateur Rdpcc, a brillé par des « manœuvres sordides » pour fragiliser la candidature de Pr Maurice Kamto à Baham, son village d'origine. Mais, il faudra aussi compter sur Bernard Fongang, député suppléant à l'Assemblée nationale ; celui-ci s'est investi pour empêcher « la colonisation électorale » de Batié par Maurice Kamto. Pierre Nékam, cadre du Rdpcc à Bahouan, village d'origine d'Albert Ndzongang, soutien fort de la coalition Kamto à la dernière élection, s'est sérieusement mobilisé pour la cause de l'homme du Renouveau dans cette localité. Que dire du département du Koung-Khi où la percée du Mrc continue de bouleverser l'état major local du Rdpcc. Et pourtant, Albert Kouinché, patron de la société Express Union Sa, Emmanuel Chatué, patron de Canal 2 International, Madeleine Tchuinté, ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation ou Henri Nono, sénateur suppléant, se sont investis pour sauver les meubles et suppléer le patriarche Victor Fotso.

Guy Modeste DZUDIE

PROCLAMATION DES RÉSULTATS
Indignation et
résignation se
combinent à
Bafoussam

Les habitants de la métropole régionale de l'Ouest sont restés quasi-indifférents au verdict de l'auguste chambre proclamant la victoire du candidat Paul Biya à l'élection présidentielle du 07 octobre dernier.

La victoire de Paul Biya, proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 par le Conseil constitutionnel de la République du Cameroun, a été timidement appréciée dans la ville de Bafoussam, chef-lieu de la région de l'Ouest et ville natale de Pr Maurice Kamto, son principal challenger sous les couleurs du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (Mrc) à cette consultation populaire. Image remarquable. La ville de Bafoussam a été militarisée toute la journée du 22 octobre 2018. « Ces policiers souffrent. Ils font quoi là depuis le matin. Ils n'ont pas honte. Ils attendent que les populations sortent pour manifester leur mécontentement. Mais nous ne leur donneront pas cette occasion. Chacun est sage. La ville a majoritairement accordé ces suffrages au Pr Maurice Kamto. Nous avons exprimé nos convictions à travers le bulletin de vote. La mascarade ne nous concerne pas », s'indigne Alice, vendeuse des vivres au lieudit marché « Bipmop » à Bafoussam.

Elle reste optimiste. Pour elle, « le voleur n'a jamais prospéré avec le fruit de son butin ». « En 36 ans, le président Biya n'a rien fait pour le développement du pays. Que fera-t-il avec un mandat de 7 ans supplémentaires ? », s'interroge Aurélien. T. étudiant à Bafoussam. Celui-ci trouve qu'il faut rester calme car la ville de Bafoussam a fait honneur au Pr Maurice Kamto en lui accordant plus de 75% des suffrages exprimés contre 22% au candidat Paul Biya. « Nous avons voté selon nos convictions. S'ils veulent, qu'ils arrachent la victoire à travers ce Conseil constitutionnel. Biya saura que nous l'avons rejeté ici à Bafoussam », résume-t-il. « Ce sont les profiteurs du régime qui se cachent dans le Rdpcc et ont peur des représailles de Yaoundé. Nous, ici à Bafoussam, nous avons été tellement spoliés pendant les 36 ans de pouvoir de Paul Biya que nous n'avons pas peur d'être marginalisés à cause de notre vote en faveur de Pr Maurice Kamto. Ils sont forts », se résigne-t-il.

Un score vraiment négatif

Par contre, Hyppolite Tchoutezo, membre du bureau national de l'organisation des jeunes du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Ojrdpc) jubile suite à la victoire de son « champion ». Il salue cette décision de l'auguste chambre. Il trouve que « les rêveurs n'auront que leurs yeux pour pleurer ». Constantin Sinze, président de la section Ojrdpc de la Mifi Centre se trouve sur la même longueur d'ondes. Reste que dans tous les huit départements de la région de l'Ouest, le candidat Biya a réalisé environ 22% dans la Mifi, et pourtant plus de 70 millions de francs Cfa ont été investis dans sa campagne électorale par le sénateur Sylvestre Ngouchinghé. Un score vraiment négatif. Contrairement à 2011, lorsque ce milliardaire s'impliquait activement pour la campagne de Paul Biya comme membre du comité central du Rdpcc et qu'il réalisait pour la première fois-hormis pendant le boycott de 1997 par le Sdf, l'Undp et l'Udc- un score de plus de 50% à une consultation électorale dans la Mifi, depuis le retour au pluralisme. Pour l'instant, nul n' imagine le sentiment des membres de l'état major de Sylvestre Ngouchinghé en ce moment que le président sortant vient d'être déclaré réélu avec un très mauvais score dans la Mifi.

Guy Modeste DZUDIE

«Le système politique est verrouillé au Cameroun »

71% pour le président sortant, Paul Biya et 14% pour l'opposant Maurice Kamto. Tels sont les résultats officiels de la présidentielle camerounaise du 7 octobre. Pour le Franco-Camerounais Fred Eboko, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (Ird), ces chiffres traduisent un verrouillage du système politique camerounais.

Paul Biya est largement vainqueur et Maurice Kamto deuxième. Quelle est votre première analyse sur ces résultats ?

Au-delà des résultats statistiques, ce qui s'est passé cette année est une véritable césure, à mon sens. Sous la victoire du président Paul Biya, sous le rituel de sa victoire, émerge un changement des Camerounais vis-à-vis de la démocratie, un changement de la vie politique camerounaise. Je dis bien au-delà de la victoire politique du président Biya.

Cette très large victoire de Paul Biya est-elle due seulement à ses talents et à son bilan ou n'est-elle pas due aussi à une redoutable machine électorale du parti au pouvoir RdpC ?

C'est dû, à mon sens, à quelque chose qui est de l'ordre du verrouillage du système politique camerounais. Il y a d'abord une large couverture du parti au pouvoir sur le territoire camerounais. Mais il y a aussi – et on l'a vu au cours des récents débats du Conseil constitutionnel – le fait que le système est verrouillé de telle sorte que la légalité du système ne soit plus forcément en lien avec sa légitimité.

Selon Maurice Kamto, le candidat Biya se serait vu accorder de façon abusive quelque 1,3 million de voix sur la base de procès-verbaux non signés.

Oui, c'est ce que l'on a entendu au cours des débats au sein du Conseil constitutionnel. Je ne sais pas très bien quoi en penser. Mais ce qui me semble assez clair, c'est que les résultats tels qu'ils sont présentés aujourd'hui ne rendent pas forcément compte de la dynamique électorale qui s'est produite au Cameroun. Le fait que toutes les requêtes et toutes les réclamations aient été rejetées laisse quand même à penser que le Conseil constitutionnel, certes, a fait son travail, mais n'en sort pas forcément grandi. Non pas du point de vue de ce qui est légal, mais du point de vue de ce qui est crédible et du point de vue de ce qui est juste. Parce qu'il n'avait pas seulement la responsabilité de rendre les résultats. Comme l'a dit une brillante avocate au cours des débats, il avait aussi la responsabilité de rendre la vérité de l'élection présidentielle au Cameroun.

Vous parlez du Conseil constitutionnel, c'est le deuxième niveau. Mais avant il y avait un



premier niveau, c'était Elecam, qui est l'instance camerounaise des élections. Est-elle crédible ? Est-elle indépendante ?

Le problème au niveau du Cameroun, qu'il s'agisse de premier niveau d'Elecam ou du niveau ultime du Conseil constitutionnel, la question qui se pose est celle de l'indépendance de toutes les institutions par rapport au pouvoir exécutif, qui a une espèce de prééminence. Il y a un parti qui ressemble beaucoup à ce qu'on appelait sur le parti unique, le parti-Etat, qui écrase un peu l'ensemble des institutions, mais qui n'écrase pas forcément la parole des Camerounais qui s'est libérée notamment via les réseaux sociaux et via la dynamique incarnée par Maurice Kamto et sa coalition, qui ont pu quand même montrer qu'un autre Cameroun est possible.

Vous parlez de Maurice Kamto. Le 1^{er} septembre dernier, dans votre précédente interview sur Rfi, vous parliez plus volontiers d'Akéré Muna ou de Joshua Osih comme les challengers possibles de Paul Biya.

Oui. A ce moment-là, je disais que Akéré Muna me semblait être un des candidats les moins clivants. Il s'est trouvé qu'Akéré Muna a rejoint la coalition autour de Maurice Kamto et que Maurice Kamto est monté en puissance juste après le scrutin. Il est monté en puissance avant, d'abord par rapport à cette coalition et juste après dans la manière avec laquelle il a fait front face au pouvoir et au système politique en place.

Oui, il a surpris tout le monde le 8 octobre dernier en se dé-

clarant vainqueur et en prenant de vitesse Elecam.

C'est pour cela que je dis qu'en mettant en avant la diversité géographique et générationnelle des personnes qui étaient autour de lui, cette diversité a été incarnée par le pool des avocats qui l'ont accompagné au sein du Conseil constitutionnel et qui ont fait une véritable démonstration politique et intellectuelle face aux membres du Conseil constitutionnel du Cameroun. Maurice Kamto a mis en avant la diversité géographique, politique et intellectuelle, des personnes qui sont autour de lui. Il l'a fait de manière absolument magistrale.

Est-ce qu'il y a, justement, au vu de cette présidentielle 2018, un repli des Camerounais sur certaines valeurs identitaires et ethniques ou pas ?

Il y a plutôt la mise en lumière de ces clivages qui minent la société camerounaise depuis plusieurs années et qui ont été mis en exergue à la faveur de cette consultation électorale et notamment des débats parfois très houleux qui ont eu lieu sur les réseaux sociaux. Ces clivages et cette tentation du repli identitaire existent au Cameroun depuis fort longtemps. Mais ils n'ont jamais été médiatisés de manière aussi forte que pendant cette campagne électorale.

En arrivant deuxième, loin devant Cabral Libii et Joshua Osih, est-ce que Maurice Kamto a gagné ou a perdu ?

Maurice Kamto a en même temps perdu officiellement les élections, mais il a gagné, à mon sens, bien plus que les élections. Il a gagné en matière de crédibilité de sa proposition politique. Crédibilité de sa personne,

médiatisation aussi – alors là c'est le plus exceptionnel, parce que c'était inattendu – de sa capacité à rassembler une bonne part des Camerounais sous son nom et sous le nom de sa coalition surtout. Et il a pu le faire notamment grâce à l'occasion qu'il a eue de pouvoir s'exprimer, de pouvoir laisser s'exprimer ses confrères au sein du Conseil constitutionnel du Cameroun.

Et l'effondrement électoral du Sdf de Joshua Osih, qu'en pensez-vous ? Etes-vous surpris ?

Je suis moyennement surpris parce que je pense que la candidature de Joshua Osih a été un peu prise de court par les autres candidatures et pas seulement celle de Maurice Kamto, celle, aussi, de Cabral Libii, qui ont un peu damé le pion à la proposition du Sdf qui semble marquer un peu le pas dans le paysage politique camerounais.

Et que peut faire à présent Maurice Kamto, lui, qui s'est déclaré vainqueur le 8 octobre dernier ?

C'était aussi une stratégie pour marquer le coup, puisqu'il avait déjà anticipé sur ce qu'il pensait être des irrégularités, voire des malversations du camp d'en-face. Maintenant, il a quand même une zone de confort. Pourquoi ? Parce que, si vous regardez ce qui s'est passé pour le candidat proclamé gagnant, Paul Biya a fait juste un meeting politique avec une intervention qui a duré moins de dix minutes. Maurice Kamto a fait des dizaines et des dizaines de meetings et aujourd'hui il peut prendre la parole, sa parole aura un poids tout à fait considérable et c'est peut-être un jour nouveau qui s'ouvre dans le débat politique camerounais avec cette présence de Maurice Kamto et de sa coalition.

C'est à dire qu'il y aura désormais un vrai chef de l'opposition et une vraie dualité dans la vie politique camerounaise ?

Je pense que si la sécurité de monsieur Maurice Kamto est garantie – et je pense que le pouvoir en place a tout intérêt à garantir la sécurité de Maurice Kamto –, nous sommes peut-être au début de la naissance d'au moins une dualité politique, comme vous avez dit, ou d'une pluralité des voix. Y compris des autres partis d'opposition. Il ne faut pas oublier la magnifique campagne électorale qu'a menée Cabral Libii. On peut aussi penser que d'autres figures de proue de l'opposition peuvent aussi reconstituer leur panel électoral.

Joshua Osih et Cabral Libii sont, l'un un quadra, l'autre un trentenaire, qui ont l'avenir devant eux.

Voilà, ils ont l'avenir devant eux. Au-delà du Mrc qui est manifestement un des gagnants, même dans la défaite de cette élection présidentielle, il ne faut pas oublier que Cabral Libii et Joshua Osih sont relativement jeunes et qu'ils sont dans une dynamique tout à fait particulière.

Entretien réalisé Par Christophe BOIS-BOUVIER (Rfi)

PRÉSIDENTIELLES 2018

Paul Biya et les chiffres de la discorde

Le Conseil constitutionnel a proclamé les résultats de l'élection présidentielle, à l'issue d'une élection fortement contestée. On s'était surpris à espérer que les résultats de la haute instance mettraient tout le monde d'accord. Que nenni ! Maurice Kamto revendique toujours la victoire. Eclairage.

1-Biya, l'éternel imperturbable

Grand vainqueur officiel du scrutin avec 252.1758 des voix, soit 71,28% des suffrages valablement exprimés. Mais, il y a comme si quelque chose ne va pas sur le plan national avec cette « victoire écrasante ». Les épanchements de joie sont si mesurés, les adeptes du nouvel élu se font discrets. Une victoire entachée d'irrégularités ? Un confrère a titré hier « une victoire au goût de défaite », traduisant de ce fait toute la gêne de cette victoire. Depuis la proclamation de cette victoire de Paul Biya, tout se passe exactement comme si le temps était arrêté. Les félicitations des pays ne se pressent pas, une discrétion qui en dit long sur la compréhension du message de certains partenaires du Cameroun. Les Etats-Unis d'Amérique ont félicité le peuple camerounais et non le président nouvellement élu, Paul Biya. Au moment où il y a un bouillonnement certain au sein de la diaspora où il est largement vainqueur en dehors de l'Allemagne ou le Gabon, on peut s'interroger sur la signification de ces contestations de la victoire du chef de l'Etat



camerounais.

Sur les réseaux sociaux, la bataille fait rage. Les Camerounais se plaignent comme ils ne l'ont jamais fait, peut-être est-ce l'effet internet ? Mais le Nnum Nguui a remporté dans toutes les régions en dehors du Littoral, où il vient en deuxième rang avec 35,75%. La bataille de l'opinion dans cette affaire semble bien tourner largement en faveur du Mrc. Les pourcentages des votes en fonction des régions est établi comme suit. Paul Biya est plus aimé dans sa région natale, le Sud, où il totalise un pourcentage de 92,62%. Ensuite, il y a l'Est avec 90,43% des suffrages. L'Extrême-Nord vient en troisième position avec 89,21% des suffrages ; le Nord-Ouest a donné 81,74% de ses suffrages à Paul Biya et occupe de ce fait le 4^{ème} rang ; le cinquième rang revient au Nord avec 81,62% ; les 6^{ème} et 7^{ème} rangs sont respectivement occupés par l'Adamaoua (79,77%) et le Sud-Ouest (77,69%). Viennent ensuite, le Centre (71,10%) qui tient la 8^{ème} place, l'Ouest arrive en 9^{ème} position avec 48,19% alors que le Littoral ferme la marche avec 35,75%. Ce

pourcentage national de 71,28% souffre certainement de la situation dans la zone anglophone du pays, où le taux de participation est des plus faibles à cause de la guerre. Ainsi, dans le département de Boyo, le taux de participation est de 0,63%, la Menchum enregistre 1,45% de participation. Au total, dans le Nord-Ouest, le taux de participation est de 5,36% alors que dans le Sud-Ouest, on registre le taux de 15,94%.

Un autre indice qui montre que Paul Biya ne s'est pas beaucoup impliqué dans cette élection est le fait que même ses lieutenants se sont mis à faire des cotisations pour sa campagne. Etait-ce bien lui qui l'avait voulu ainsi ou bien le fait de ses lieutenants déterminés ? La chose avait commencé dans la Lékié et avait gagné toutes les régions du pays. Alors que sa victoire est fortement contestée par son challenger numéro un Maurice Kamto qui rejette les chiffres du Conseil constitutionnel, Paul Biya, fidèle à lui-même garde le silence. Une chose est sûre, il prêterait serment pour un nouveau bail de 7 ans.

2-Maurice Kamto, le témé-

raire

Le tireur de penalty visiblement, avait préparé l'élection présidentielle avec minutie. Tout était réglé dans le timing, en fonction de la connaissance qu'il avait des stratégies du Rdp. Lui, qui se défend et s'est toujours défendu d'être membre du Rdp au pouvoir depuis 1985, a le verbe facile. Il a démissionné du gouvernement en sa qualité de ministre délégué à la Justice. Plusieurs voyaient son séjour de 7 ans au gouvernement comme un handicap à convaincre les Camerounais. Quand a-t-il réellement commencé sa campagne pour l'élection du 7 octobre dernier ? Depuis longtemps, dans le calme et la sérénité. C'est à la mi-avril au cours de la convention de son parti qui le désigne comme le candidat à l'élection présidentielle que l'opinion découvre médusée toute la capacité de mobilisation de ce parti qui n'a que 6 ans de vie. Personne n'en croit à ses yeux de constater que dans la grande salle du Palais des Congrès de Yaoundé, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) est représenté dans toutes les dix régions du pays.

Désormais, il ne se fait plus de doute, pour ceux qui sont avisés, que le Rdp vient de se trouver un adversaire, qui affiche l'intention de marcher sur ses plates-bandes. Ce n'est donc pas une surprise si au moins, disons-le ainsi, Maurice Kamto a 14,23% des suffrages, arrivant en deuxième position derrière Paul Biya. Mais, il y a un Couac. Le lendemain de l'élection, c'est-à-dire le 8, le candidat du Mrc avait déjà déclaré sa victoire, invitant Paul Biya dans la foulée à organiser une transmission pacifique du pouvoir. Tollé général. Deuxième surprise, contre l'attente de tous, il a introduit une requête pour annuler les élections

dans 7 régions du pays tout comme il a récusé à l'entame du procès électoral, certains juges du Conseil constitutionnel. Ça coince. Suspension de la séance. Son intervention devant le prétoire est retransmis en direct à la télévision.

A la proclamation des résultats, il persiste et signe que c'est lui qui est le vainqueur à la lumière des différents Pv à sa disposition. Ainsi, il aurait eu au plan national 1.320.824 soit 39,74% des suffrages exprimés. Paul Biya, viendrait en deuxième position avec 1.278.514 voix, soit 38,47% des voix exprimées. Le troisième serait Cabral Libii Ngué Ngué avec 349.423 voix, soit 10,51%. Joshua Osih viendrait en 4^{ème} position avec 189.878 des suffrages soit 5,71%. C'est du reste ce que le candidat Maurice Kamto clame dans une vidéo en circulation sur les réseaux sociaux. Il promet de mettre à la disposition du public les véritables chiffres de l'élection présidentielle. Officiellement, le Conseil constitutionnel a proclamé les résultats et cela est sans recours, qu'il a obtenu 14,23%. Le pouvoir travaille désormais pour convaincre les Camerounais de ne pas descendre dans la rue pour quelque raison que ce soit. Quoi qu'il en soit, il est désormais établi que le Mrc s'affirme comme la première force de l'opposition, en lieu et place du Sdf qui a fait naufrage. On scrutera davantage la donne à la sortie des urnes aux élections législatives et municipales de l'année prochaine. Officiellement, Maurice Kamto est venu en tête dans une seule région, celle du Littoral avec 38,60%. Son challenger, Paul Biya arrive en 2^{ème} position avec 35,75%.

Léopold DASSI NDJIDJOU

AFFAIRE VIETTEL CAMEROUN SA.

Vers un divorce entre les Vietnamiens et Baba Danpullo

Outré par l'interminable conflit qui oppose Bestcam et Viettel Global ; et ulcéré par le goût et l'appétit d'une gérance à sens unique entretenue par la partie vietnamienne, le milliardaire camerounais se dit désormais prêt à rembourser ses partenaires vietnamiens.

Game over ? C'est peut-être le lieu d'affirmer qu'on s'achemine vers la fin du tonitruant feuilleton sur les batailles d'intérêts économiques menées par la joint venture contrôlée par la vietnamienne Viettel global Investment Company en terre camerounaise. Quelques jours seulement après avoir annoncé que ce mastodonte a usé de tricherie, d'imposture, de jongleries économiques et de toutes sortes de manigances pour se mettre en partenariat d'affaires avec une entreprise de droit privé camerounaise avant de se révéler être une société d'État du portefeuille des ministères de la Défense et des télécommunications vietnamiens, *Le Messenger* a appris que le partenaire camerounais, révolté et indigné contre la « maison mère » vietnamienne, a finalement décidé de procéder aux remboursements. En bon chef d'entreprise, le milliardaire camerounais qui ne souhaite pas continuer de voir son nom et sa réputation traînés dans la boue pour une histoire où ses partenaires et ouvriers nationaux sont sous le joug d'un jeu de dupes,



a confié sous peu, de n'avoir pas l'intention de confisquer les investissements et les actions de ses « bourreaux » dans le spectacle auquel se livre depuis quelques moi, les deux partenaires.

Suspension des procédures

Lesquels n'ont pas été en mesure de mener à bien les activités de Nexttel. Ce, déplore-t-il, en raison des conduites intransigeantes de ses partenaires venus du Vietnam. Mais avant de casser sa tirelire, Baba Danpullo veut jouer la carte de la prudence parce que conscient de ce que la fourberie vietnamienne aux allures d'un mensonge, a été mise à nu. C'est pour cette raison qu'« il a fait appel à une entreprise internationale à évaluer les investissements de Vtg dans Viettel Cameroun SA ». Des sources proches du capitaine d'industrie rapportent que pour

prouver son sérieux, « il a saisi le tribunal pour autoriser Viettel à faire appel aux services de l'un des quatre plus grands cabinets d'audit du Price Waterhouse, de Kpmg, de Deloitte et d'El Sangyong. La décision de justice a été rendue devant le Tribunal de première instance de Douala en juillet 2018. Motivé par le fait que Danpullo doit réellement connaître la valeur réelle de l'investissement vietnamien ». Seul hic, apprend-on, le Vtg a refusé une telle évaluation, préférant demander une suspension des procédures et conteste une telle évaluation devant les tribunaux.

Supercherie

Un curieux refus, tant il est vrai que Baba Ahmadou Danpullo dont les actions, 30% (la minorité de blocages), s'est rendu compte d'avoir été en permanence floué, dupé en découvrant la supercherie et la fourberie d'un partenaire vietnamien en affaires qui jusqu'ici, s'est livré dans un sport favori de délinquance économique et d'arnaque. Pourquoi Vtg a-t-il donc peur de l'exercice d'évaluation ? Pour la simple raison, croit-on, dans les rangs de la partie camerounaise, qu'« ils ne veulent pas que leur partenaire local connaisse la valeur réelle de ce qu'ils ont déclaré s'élever à 210 milliards de Fcfa. Ce que le partenaire local sait, c'est ce que Vtg a déclaré. Le partenaire local n'a jamais participé à l'achat du matériel utilisé pour configurer le réseau que Vtg les a expédiées au Cameroun avant même que le partenaire local ait le temps de s'interroger sur le coût et la pertinence de l'équipement.

L'importation de groupes électrogènes d'occasion et de certains matériels d'installation. Des anciennes batteries et équipements de production d'énergie, de très nombreux équipements redondants »

Suffisant pour en conclure que leur refus de procéder à une évaluation consiste ni plus ni moins qu'à empêcher le partenaire local de savoir ce que Viettel Cameroun SA devra payer concrètement. Surtout que Vtg s'est présenté comme partenaire technique et fournisseur d'équipements de déploiement. En face, les Vietnamiens disent ne pas soulever la suspicion quant à ce qu'ils ont apporté, faisant entièrement confiance à la sincérité d'un partenariat qui comporte pourtant de forts relents d'entourloupes. De quoi étaler leur conduite douteuse. Car, « s'ils n'ont pas peur d'une évaluation ou s'ils sont sûrs des 210 milliards déclarés, ils auraient accepté l'évaluation. Mais comme ils sont faux et veulent seulement pousser leur partenaire local avec mensonges et imposture à l'effet de le discréditer », révèle une source. Et de rappeler que les refus successifs de Viettel global investment de fournir des informations stratégiques sur les activités de la société ; puis des informations sur les contrats passés par Vtg pour le compte de Viettel Cameroun SA ; le tout doublé du Niet imposé à la gestion conjointe du partenaire local, obligé de se rendre au tribunal pour obtenir une ordonnance de double signature, sont autant d'événements de la duplicité de l'ami d'hier. Affaire à suivre !

C.T.

KRIBI II

Les travaux de l'hôtel de ville piétinent

Près de dix ans après le lancement des travaux de construction de ce bâtiment, l'ouvrage tarde à sortir de terre. Les populations sont en colère contre l'exécutif communal qui reste muet sur ce sujet.

« Nous ne savons plus que dire à propos de ces travaux de construction de l'hôtel de ville de notre commune. Depuis que l'exécutif communal est en place en deux mandats, les travaux sont sur place. Si pendant dix ans on ne peut pas construire un bâtiment qui est de surcroît financé, c'est que c'est très grave. Voilà Kribi 1^{er} qui loge depuis belle lurette dans ses bâtiments, alors qu'ils ont commencé le projet en même temps. Pitoyable ! » Ainsi se plaint un conseiller municipal de la commune de Kribi 2^{ème} au sujet de la construction de l'hôtel de ville de la commune d'arrondissement de Kribi 2^{ème}.

En effet, depuis près de dix ans déjà que les travaux ont débuté pour ce bel ouvrage, rien n'avance. Selon l'exécutif en place depuis deux mandats déjà, il fallait se doter d'un hôtel de ville propre. Ce bâtiment R+1 logé au quartier Dombe et vanté par le maire Guy Emmanuel Sabikanda comme un joyau architectural devait être intégré par l'exécutif municipal et le personnel communal en mars 2017 annonçait-on alors en grand



renfort de publicité. L'information avait été rendue publique le 21 décembre 2016 lors de la session ordinaire du conseil municipal de la commune de Kribi 2^{ème} siégeant pour l'examen et l'adoption du budget communal pour l'exercice 2017. Que nenni ! Près de deux ans après, rien n'est effectif. Sur place, la barrière a déjà été installée. Chaque jour, quelques maçons font des petits travaux de raccord, flânant parfois çà et là. « Il faut beaucoup d'argent pour les travaux de finition. Si le maire nous donne le matériel, même en une semaine, tout peut être prêt », nous souffle un maçon qui "pointe" sa journée. Du côté de la mairie, c'est l'omerta. Rien ne filtre. Pas de commentaire au sujet de ce

marché qui tarde à se réaliser. C'est un caillou dans la chaussure du maire qui ne sait plus à quel saint se vouer suite aux quolibets des populations et de ses adversaires politiques.

L'annonce de la nouvelle délocalisation de la mairie, la première survenue il y a trois ans et demi, tombait à point nommé au moment où depuis 2015, cette structure dépensait pour la location de l'actuel hôtel de ville près de 400 mille Fcfa tous les mois. Une enveloppe allouée au bail qui s'évalue en des dizaines de millions de francs Cfa. Or cet argent, selon un conseiller municipal, aurait pu servir dans des micros projets sociaux si la commune n'a pas d'obligation de bail. La

bâtisse dont le coût total du premier lot est estimé à 280 millions n'a pas été facile à sortir de terre, étant donné qu'un premier chantier avait été abandonné en fondation pour le fait qu'un premier prestataire est encore en cavale après avoir perçu un acompte de 30 millions et qu'un second prestataire en près d'un an n'avait pas pu achever les travaux de fondation du bâtiment, torturé par le versement de certains pourcentages aux gestionnaires.

Les mauvaises langues prédisent déjà que le maire et ses adjoints risquent de jamais entrer dans cette bâtisse dont la construction dure depuis dix ans déjà.

Sévère Kamen

CATASTROPHE D'ESÉKA

Camrail vole au secours des orphelins des victimes

L'entreprise citoyenne a procédé, le 19 octobre dernier, à la remise de dons à plus d'une trentaine d'orphelins des victimes de la catastrophe ferroviaire d'Eséka à Douala. Ladite cérémonie s'est également déroulée sur l'ensemble du réseau du transporteur ferroviaire camerounais.

L'an 2 de la catastrophe ferroviaire d'Eséka commémoré à Douala. A l'occasion, Camrail a distribué des dons aux orphelins des victimes le 19 octobre dernier. Ce même jour, 88 orphelins des victimes de la catastrophe ferroviaire d'Eséka ont reçu sur l'ensemble du réseau du transporteur ferroviaire camerounais (Camrail), des dons (bons d'achat) au titre « d'accompagnement pour la rentrée scolaire courante ».

Concomitamment, des cérémonies de remise de dons se sont déroulées dans les villes de Douala, Yaoundé et Ngaoundéré 2 jours avant la commémoration du 2^{ème} anniversaire de la catastrophe ferroviaire, survenue le 21 octobre 2016, à Eséka. Pour le directeur général de Camrail qui a tenu à renouveler tout son soutien aux familles des victimes et aux orphelins, « deux ans après, le souvenir reste vivant ». « A Camrail, nous sommes solidaires de vos difficultés, vos rêves et vos réalisations. Ce modeste soutien contribuera à l'éducation et à la santé des enfants... », A-t-il indiqué lors de son



propos de circonstance.

Les bons distribués aux orphelins des victimes, a-t-on appris, pourront être utilisés à partir du 25 octobre. Pourquoi les orphelins ? « Parce que c'est la volonté de Camrail de s'impliquer dans l'avenir... », a clairement indiqué le top management à l'assistance.

Il convient de souligner que l'accident de train avait officiellement fait 79 morts et 600 blessés.

Le 26 septembre 2018, la justice camerounaise a rendu un verdict en « l'absence de toute expertise qualifiée et

compétente », dans le procès relatif à cette catastrophe ferroviaire, condamnant Camrail « pour homicide, blessures involontaires et activités dangereuses ». Réagissant à ce verdict, la société Camrail, filiale du groupe Bolloré, a contesté cette décision de justice, dénonçant, selon ses termes, l'absence de toute expertise qualifiée et compétente, qui devait permettre d'établir de manière objective les véritables causes de ce tragique accident.

M.S.

INITIATIVE

Une convention de concession pour une centrale électrique

Ce projet a été initié dans le cadre du partenariat stratégique entre le Togo et le groupe Siemens qui fournira les turbines, la technologie et les services de maintenance.

Le 23 octobre dernier, une convention de concession de production d'électricité pour la conception, le financement, la construction, la mise en service, l'exploitation et la maintenance de la centrale électrique de Kékéli Efficient Power a été signée.

Ce projet a été initié dans le cadre du partenariat stratégique entre la république togolaise et le groupe Siemens qui fournira les turbines, la technologie et les services de maintenance. La construction sera assurée par le groupe espagnol Grupo Tsk (EPC). Quant au financement qui sera mobilisé en francs cfa, la Banque Ouest-africaine de développement (Boad) et le groupe bancaire panafricain Oragroup seront les chefs de file. Le groupe Eranove assurera le développement puis l'exploitation et la maintenance de la centrale.

D'une puissance installée de 65 Mw, la centrale à gaz de Kékéli Efficient Power utilisera la technologie du cycle combiné. Cette technologie permet notamment de produire plus d'électricité sans consommation additionnelle de gaz et en limitant les rejets de Co2 dans l'atmosphère, participant ainsi à une production électrique qui respecte l'équilibre économique et financier du secteur et l'environnement.

« Ce projet structurant et stratégique répond à la double volonté de son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé et du gouvernement de promouvoir l'économie nationale et de faire face à la demande sans cesse croissante en énergie électrique. Cette centrale sera donc au service du développement du Togo tout entier et permettra de fournir une énergie électrique additionnelle pour l'équivalent de 263 000 foyers togolais », souligne M. Marc Dèdèriwè Abye-Bidamon mMinistre des Mines et de l'Énergie du Togo.

Le développement de la centrale de Kékéli Efficient Power au Togo marque également une étape importante dans le développement du groupe industriel panafricain Eranove, qui exploite déjà 1 247Mw de capacité de production et développe actuellement des projets ambitionnant d'apporter 1 000 Mw au service du continent.

« Nous sommes très heureux et très fiers de contribuer à la stratégie nationale et à la réalisation du Plan National de Développement en développant cette nouvelle unité de production électrique aux côtés de la république togolaise et nous remercions les autorités du pays pour leur confiance. Grâce à son expertise reconnue et son ancrage africain, le groupe Eranove n'a de cesse de vouloir développer des projets structurants, performants et adaptés au continent », explique Marc Albérola, Directeur général du groupe Eranove.

Soutenu par son actionnaire de référence Emerging capital partners (Ecp), leader panafricain du capital investissement ayant levé 3 milliards de dollars d'actifs dédiés au continent africain, le groupe Eranove développe de nombreux projets en Côte d'Ivoire, au Gabon, à Madagascar et au Mali.

M.S.

ERADICATION DE LA POLIOMYÉLITE

Le Cameroun fortement dépendant de l'aide extérieure

Alors que l'Oms planche sur la vaccination de routine pour définitivement éradiquer cette maladie invalidante, l'Etat ne finance qu'à hauteur de 5,3 milliards de Fcfa le budget prévisionnel du plan de transition 2017-2021 d'éradication de la poliomyélite au Cameroun qui s'élève à près de 37,5 milliards de Fcfa.



« Ce n'est pas le moment pour nous d'arrêter. Il faut continuer de la plus belle des manières. Si nous arrêtons maintenant, cette maladie reviendra au galop. Nous savons que beaucoup d'enfants n'ont pas encore été vaccinés ». Dr Michel Zaffran, Directeur de l'éradication de la poliomyélite à l'Oms plaide pour la poursuite des efforts en vue de l'éradication de la poliomyélite à travers la mise en œuvre systématique des campagnes de vaccination en partenariat avec tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la polio. C'était le lundi 22 octobre 2018, lors de la conférence virtuelle mondiale sur le thème : « L'effort mondial d'éradication de la polio : est-il temps d'y mettre fin ? ».

Organisée par une industrie pharmaceutique en prélude de la journée mondiale de lutte contre la poliomyélite, ce

mercredi 24 octobre 2018, la rencontre virtuelle a réuni grâce à la magie technologique, des experts du Pakistan, d'Europe, d'Afrique et des États-Unis afin de plancher sur l'épineuse problématique de mettre fin aux efforts d'éradication de la polio. Elle s'est déroulée en simultanée à Paris en France et à Genève en Suisse, avec des journalistes y assistant en direct depuis Karachi au Pakistan, Nairobi au Kenya et Yaoundé au Cameroun au siège de Sos-médecin. « Nous sommes passés de plus de 200 000 cas de polio à 50 000 voire à une dizaine par an dans les pays endémiques. Nous ne devons pas relâcher les efforts maintenant. Nous devons continuer jusqu'à en finir avec la polio », insiste Dr Michel Zaffran.

Virus malin

La polio doit donc être éradiquée par tous les moyens. Le succès de ce plan ambitieux par la conjugaison des efforts. Mais davantage par l'administration des vaccins de façon récurrente. Dont, « le déploiement des vaccins », explique Dr Ibrahim Koné, en charge des questions techniques pour l'éradication de la polio et la vaccination de routine à l'Unicef. Selon l'Oms, l'action concertée des partenaires dont Sanofi Pasteur a déjà permis de déployer 6 milliards de doses de vaccins à travers le monde. Mais pour David Loew, directeur de Sanofi Pasteur, impliquée dans la recherche, le développement et le déploiement de vaccins contre la polio depuis plus de 40 ans pour produire la plupart des vaccins inactivés et oral utilisés dans le monde, le principal défi actuel réside dans la planification. « Les vaccins

que nous allons déployer en 2023 doivent être développés aujourd'hui ». Difficile par conséquent pour la structure de développer des vaccins qui n'ont pas été commandés. « Nous sommes préoccupés parce que nous ne pouvons pas intervenir dans un délai très court dans la production et le déploiement des vaccins ».

Outre ce défi, la résistance ou méfiance des populations dans les régions endémiques et la porosité des frontières constituent des contraintes majeures à l'éradication de la polio. Tel est le cas au Nigéria voisin dont certaines localités sont occupées par Boko Haram. Au Cameroun, d'après André Mama Fouda, ministre de la Santé publique lors du lancement du plan de transition 2017-2012, en février 2018, l'Etat prendra ses responsabilités et ne ménagera aucun effort pour conduire notre pays vers l'éradication totale de la poliomyélite. Cette volonté politique affichée ne semble cependant pas suffisante face aux contraintes notamment budgétaires. En effet, le budget prévisionnel de ce plan de transition 2017-2021 s'élève à près de 37,5 milliards de Fcfa. Mais, l'Etat ne le finance qu'à hauteur de 5,3 milliards. Par conséquent, le pays dépend fortement du financement extérieur. Ce qui pourrait affaiblir la vaccination de routine. Voir retarder l'adoption définitive du vaccin inactivé injectable dans les pays.

Nadège Christelle BOWA

DR PAULIN KOUAM

« Les campagnes de routine assurent l'immunité individuelle et collective »

Le point de la situation de la poliomyélite avec le chef district de santé (Cds) de Malantouen dans la région de l'Ouest Cameroun. Ce district de santé a fait parler de lui en totalisant 3 des 4 cas de polio enregistrés lors de la dernière flambée de l'épidémie.

Où en est le Cameroun dans sa lutte contre la poliomyélite ?

Le dernier cas lié au polio virus sauvage (pvs) date de juillet 2014. Donc, la polio au Cameroun relève du passé. Mais cela ne veut pas dire que la lutte ne continue pas. On pense qu'en 2021, ce chapitre de polio peut être définitivement clos avec la planification et la transmission des acquis. Ce que les anglophones appellent « polio legacy ».

Comment comprendre la poursuite des campagnes de vaccination de routine si le polio virus sauvage ne circule plus dans notre pays ?

Le Cameroun n'est plus exportateur de polio virus sauvage. Ce concept est né lors de la dernière épidémie où on a vu la même souche de virus en République Centrafricaine. Certains l'ont aussi dit parlant du Brésil. Mais je n'en suis pas sûr. Donc, le même virus aurait été trou-



vé en dehors de nos frontières. Du coup le Cameroun avait été déclaré comme exportateur du Pvs. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui, puisque en avril 2015, après que le Cameroun a été silencieux sur ce plan pendant plusieurs mois, le ministre de la Santé publique avait déclaré que la polio virus sauvage ne circulait plus dans le pays. Maintenant les campagnes de routine sont très importantes parce qu'elles assurent l'immunité individuelle et collective. Si on a 100% d'enfants vaccinés, on ne fera pas la polio. Et si on a aussi 90 à 95% d'enfants vaccinés, on est sûr que même si un individu rentre au Cameroun avec la polio, il ne pourra pas facilement transmettre aux autres puisqu'il existe déjà une immunité collective sur le terrain. C'est la raison d'être des efforts

pour renforcer les campagnes de vaccination de masse qui se font deux fois par an et pour renforcer le Programme élargi de vaccination (Pev) de routine qui concerne les enfants de moins d'un an.

Le plan stratégique de lutte contre la polio vise l'objectif : éradication de la poliomyélite d'ici 2021. Comment assurer ce résultat lorsqu'on connaît la porosité de nos frontières ?

C'est pour cette raison que la lutte doit être collective. Il en est de même de la protection tant à l'intérieur du district de santé -unité opérationnelle- qu'à l'échelle régional, national ou sous-régional. C'est pour cela que vous avez souvent vu qu'on mène des campagnes synchronisées avec le Nigéria, la Centrafrique, le Tchad... parce que ces pays constituent un risque potentiel. Il y a le Bassin du Lac Tchad du côté du Nord. Il y a le Nigéria qui est encore endémique à la polio. Le risque est permanent. Mais nous sommes sûrs que nous évoluons vers l'éradication parce que dans ces pays aussi, des efforts sont consentis. Ils mènent aussi des campagnes de vaccination. De plus de 50 000 cas de polio dans le monde il y a quelques années, on en est à une dizaine dans certains pays aujourd'hui. Des efforts considérables sont faits.

Propos recueillis par
Nadège Christelle BOWA

VOIRIE URBAINE
Comment les nids de poule plombent la circulation

Les usagers de la route ont du mal à vaquer à leur occupation, du fait de l'état de délabrement de la chaussée. Les nids de poules dictent leur loi et les automobilistes sont obligés de rouler à pas de tortue, serpentant ainsi les artères de la cité capitale.

Yaoundé, au regard de l'état de délabrement, d'insalubrité caractérisée et de désordre, présente le visage d'une ville abandonnée par les autorités publiques. Or la capitale politique accueille pourtant l'année prochaine, la coupe d'Afrique des nations. Sur le terrain, le spectacle est désolant à propos de l'état de la voirie. Difficile de circuler parce que le bitume cède peu à peu, le temps des précipitations a donné l'occasion aux eaux ruisse-lantes de stagner tout en endommageant le bitume. Les nombreux travaux consistant à revisiter la tuyauterie servant au transport de l'eau potable n'ont pas été achevés. Ajouté à cela, l'incivisme des citoyens. Tout est réuni pour que la circulation à Yaoundé soit un calvaire. Tenez : du carrefour Lycée bilingue au lieu dit « chez le chef », c'est un parcours du combattant comme le signale Hugues T, conducteur de moto. Le transporteur ajoute que « chaque fois, on nous ment qu'on va arranger cette route. C'est surtout pendant la campagne. Maintenant on ne sait plus comment faire. Quand il pleut, la boue peut tuer quelqu'un et quand c'est la sécheresse, je ne vous conseille pas d'emprunter ce chemin ».

Hugues ajoute « qu'une femme enceinte a failli accoucher dans un taxi un jour ici à cause des cassis. » Entre Eldorado Mvog Ada et le carrefour Iptec, la route est parsemée de creux. « les pneus d'un taxi avaient du mal à sortir d'un trou jusqu'à ce que les riverains se sont mobilisés pour faire sortir le véhicule des nids de poules », lance Jojo, un jeune du coin. Dans le 2^e arrondissement de Yaoundé au lieu dit « Mokolo en bas », le bitume s'est détérioré à certains endroits et cause d'énormes dégâts chez des automobilistes. « Nos amortisseurs et nos pneus souffrent, nous sommes obligés de ralentir à ces endroits pour limiter les dégâts. Malgré toutes ces précautions, nous finissons toujours par aller plutôt que prévu chez le mécanicien », explique Njoya, conducteur de taxi. Pour tenter de palier à ce type d'inconvénients de problème, les jeunes du quartier ont entrepris de combler les nids de poule avec la caillasse pour un résultat somme toute négligeable puisque « nous ne comprenons plus rien, nous faisons déjà face à des embouteillages durant la journée et comme si cela ne suffisait pas, nous devons batailler avec les trous pour circuler » martèle Arouna.

Par ailleurs, Au niveau de la Mobile Kondengui, en allant vers la prison centrale, les véhicules et les usagers font la course à l'espace routier, c'est chacun qui tente de se frayer un chemin. « au début, ce n'était qu'un petit trou, mais avec le temps et l'action, il arrive des moments où des piétons se font même percutés par des motos qui quittent la chaussée pour rouler au trottoir », raconte Hermine, vendeuse de fruits en bordure de route. Les commerçantes qui étalent d'habitude leurs marchandises à ce niveau ont été obligées de reculer afin d'éviter certains désagréments.

Linda MANGA MINLO'O
(stagiaire)

Résultats de la présidentielle 2018 : analyse socio-anthropologique de la démocratie sous l'emprise de l'électorat tribal

PAR SERGE AIMÉ BIKOI

Après avoir fait, il y a moins de 24 heures, une analyse quantitative des résultats de l'élection présidentielle 2018, il est idoine de passer à la phase de l'analyse qualitative des statistiques électorales rendues publiques par le président du conseil constitutionnel. Pour ce faire, l'intérêt est porté à un décryptage socio-anthropologique des résultats du scrutin sous l'emprise de l'électorat tribal. Dans l'optique d'aboutir à la construction de ce schéma interprétatif, référence est faite au paradigme du pouvoir de l'ethnie conceptualisé par Paul Abouana, Anthropologue culturel.

Au cours de la campagne électorale, une typologie du vote a été présentée et disséquée pour comprendre les déterminants du choix des électeurs. Point n'est besoin, une fois encore, de re-préciser ou d'élucider, à nouveau, le vote rationnel, le vote affectif et le vote identitaire puisqu'il s'agit des trois modalités qui ont été spécifiées en fin septembre 2018. Au vu des résultats de la présidentielle 2018, le Cameroun de Paul Biya, de Manu Dibango, de Roger Milla, de André Marie Talla, de Hubert Mono Ndzana, de Calixthe Beyala, de Prince Afo Akom, de François Misse Ngoh, Seidou Abatcha et de Charlie Gabriel Mbock n'est pas encore affranchi du vote ethno-régional. En effet, de 1992 à 2018, en passant par 1997, 2004 et 2011, les électeurs camerounais, pour la majorité démographique, votent pour un candidat en fonction des catégories tribales. D'où la permanence du vote identitaire.

Décryptage socio-anthropologique des statistiques électorales à l'aune du paradigme du pouvoir de l'ethnie

Le Social democratic front (Sdf) est l'entité politique qui prouve, une fois encore, que ses fiefs électoraux dits naturels sont, prioritairement, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et, accessoirement, le Littoral et l'Ouest. En effet, Joshua Osih, originaire d'une zone anglophone dans le Sud-Ouest, candidat malheureux à la présidentielle 2018, a obtenu les meilleurs scores dans ces quatre aires culturelles. Le postulant de la principale formation politique de l'opposition camerounaise a réalisé, dans le Nord-Ouest, un taux de 10,41%; dans le Sud-ouest, 12,72%; dans le Littoral, où il est

député dans le Wouri, l'élu local a un score de 9,6% et à l'Ouest, Osih s'en tire avec 5,20%. Dans les six autres régions, les performances de Osih oscillent entre 0,91% pourcentage obtenu à l'Est et 2,11%, taux engrangé dans le Centre. Les meilleures performances réalisées par le 1er vice-président national du Sdf sont les zones anglophones au vu des chiffres. Si la crise socio-politique n'avait pas eu cours depuis octobre 2016 avec les répercussions que ce contexte a créées en termes de dégâts matériel, financier et humain, si le taux de la démographie électorale, dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, était autant élevé que lors des scrutins présidentiels antérieurs, les scores du Sdf auraient été plus accrus au point de contribuer à l'augmentation du pourcentage global enregistré par cette formation politique. En dépit de la considération des zones anglophones comme des giron électoraux de la principale formation politique de l'opposition camerounaise de par l'autorité charismatique dont dispose Ni John Fru Ndi, le chantre du "power to the people", le fondateur du paradigme du "Biya must go", il y a eu, somme toute, un vote-sanction de la minorité sociologique électorale dans ces zones, dont le Sdf a été victime. A preuve, le Rdpc y a raffé la mise: 81,76% dans le Nord-Ouest correspondant à 27.229 suffrages recensés et 77,69% équivalant à 45.819 votes acquis. Pourtant en 1992, année marquée par l'avènement de la démocratisation de la vie politique, le parti au pouvoir n'aurait pas pu bénéficier de ce score. C'était l'époque où Fru Ndi faisait, d'ailleurs, des émules sur la scène publique.

Le vote identitaire s'est, dans la même veine, traduit, à quelques exceptions près, chez des concitoyens Bassa originaires des départements du Nyong et Kellé et de la Sanaga Maritime. Cabral Libii Li Ngué Ngué est Bassa d'Eseka et a bénéficié des meilleurs scores dans les départements mentionnés supra. D'après les statistiques électorales rendues publiques, le candidat malheureux à la présidentielle du Parti Univers a obtenu 61% dans le Nyong et Kellé et 38% dans la Sanaga Maritime. Que ce soit à Eseka, à Matomb, à Manyai, à Mandoumba, à Nkeng Likok, à mayebeck, à Edea ou à Mom Dibang chez feu Augustin-Frédéric Kodock, Libii Li Ngué Ngué a été plébiscité. Louis Yinda Yinda, Directeur général de la Sosucam (Société sucrière du Cameroun), Perrial Nyodog, entrepreneur économique, et élite du Nyong et Kellé, Pauline Irène Nguene, Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe, respectivement ministres des Affaires sociales et des Transports, parallèlement élites desdits départements, Etienne

Gérard Kack Kack, ancien Maire de Matomb, Bell Luc rené, sénateur du Centre, et élite du Nyong et Kellé, etc ont beau dépensé des liasses de millions de Fcfa et distribué des ingrédients (tee-shirt; polos; sacs; casquettes; pin's; porte-clé) pour convaincre l'électorat des villages desdits départements de voter pour Paul Biya. Mais la démographie électorale de ces fiefs culturels, fidèle au rituel du vote identitaire, a dit, trivialement, à ces élites politiques urbaines: "To ni nti bés bi millions di ntep man mbaii Cabral libii" (Traduction: Même si vous nous donnez des millions de Fcfa, nous allons voter pour l'enfant du village Cabral Libii). Et effectivement, l'enfant du village des Bassa a été élu par ses frères, soeurs, cousins, oncles, tantes, nièces, parents et grands-parents (toutes composantes sociales réunies). Même l'Union des populations du Cameroun (Upc), administrative, alliée au parti du flambeau ardent, et dont Robert Bapoh Lipot est la figure de proue, a, de manière lamentable, échoué tant les jeunes, les adultes et les personnes du 3ème âge ont jeté leur dévolu sur le fils, le frère et, partant, sur l'enfant du village. Oui "Man mbaii" (l'enfant du village) a été élu et occupe le 3ème rang dans le classement des neuf prétendants.

Cependant, suffit-il de clamer, mieux de penser que seuls les Bassa du Littoral et du Centre ont permis à C. Libii Li Ngué Ngué d'occuper le 3ème rang au point de ravir la vedette à l'aspirant malheureux du Sdf? Que nenni! Il y a aussi, en dehors des électeurs originaires du Nyong et Kellé et de la Sanaga Maritime, des votants issus d'autres communautés ethno-régionales, qui ont choisi Libii. Par exemple, dans le septentrion et, singulièrement, dans l'Adamaoua, C. Libii a réalisé, contre toute attente, un taux de 11,30%. Le jeune leader politique vient en 2ème position après P. Biya, qui détient 79,77%. Même dans le Nord, le candidat du parti Univers occupe le 2ème rang avec 5,77%; il suit Biya, qui est, comme à l'accoutumée, largement en tête avec 81,62%. Libii a même gagné Garga Haman Adjii dans le fief septentrional, qui lui était acquis antérieurement, du moins, dans le Nord. Le président national de l'Alliance pour la démocratie et le développement (Add) a mordu la poussière, en ayant, dans l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord, les scores respectifs de 2,6%, 2,92% et 1,77%. Pourtant, le coordinateur national du mouvement "11 millions de citoyens" y a enregistré respectivement 11,30%, 5,77% et 2,81%. Par conséquent, ce ne sont pas exclusivement les Bassa qui ont voté pour Cabral. Même les compa-

triotes nordistes ont élu le trentenaire.

S'agissant du cas Kamto, c'est une lapalissade de soutenir la thèse suivant laquelle le candidat malheureux du Mrc a été, majoritairement, élu par les populations de l'Ouest-cameroun. A titre d'illustration, dans la région du soleil couchant, en dehors de P. Biya qui tient la vedette avec 48,19%, M. Kamto le talonne de près avec 30,26% et est, à cet effet, classé 2ème. De même, dans le Littoral composé, certes, d'une démographie cosmopolite, il y a, selon les statistiques contemporaines, une forte composante de la communauté de l'Ouest, qui est implantée et qui est représentée à près de 60%. Mus par une solidarité mécanique et agissante au sens durkheimien du terme, les agents originaires de cette communauté n'ont pas hésité à cibler et à plébisciter le tireur de penalty au point de parvenir à dammer le pion à P. Biya. M. Kamto occupe la tête du classement dans le Littoral avec 38,60% contre 35% pour son dauphin. Même dans le Centre, où la communauté des originaires de l'Ouest est fortement représentée dans des arrondissements du département du Mfoundi, le Mrc occupe le 2ème rang avec 15,25%. Il suit directement l'homme du 6 novembre 1982, qui est en tête avec 71,10%.

Fils de Mvomeka'a dans la région du sud, baptisé "pays organisateur" par feu Charles Ateba Eyene, P. Biya a, certes, gagné dans neuf régions du Cameroun avec des scores fort favorables, mais la meilleure performance réalisée par l'enfant du Sud, c'est effectivement et naturellement dans le Sud. L'homme-lion se taille la part du lion avec 92,91% équivalant à 181.346 suffrages obtenus au total. En dépit des mésaventures dont sont victimes les couches locales du "pays organisateur", les frères, soeurs et fraters de cette contrée ont préféré plébisciter le "Nnom Gui" avec un taux plus élevé que celui enregistré dans les huit autres régions, où il occupe aussi le haut du pavé. Les Bulu de Meyomessala, de Sangmelima, d'Ambam, d'Akom 1 et 2 ont donc opté pour le maintien au pouvoir de leur fils, frère et père P. Biya, en accomplissant, bien évidemment, le vote identitaire. C'est véritablement la matérialisation du vote tribal, qui détermine, majoritairement, le choix de l'électorat ethno-régional. Le vote est, par corollaire, régi par des considérations ethniques, voire ethnistes afférentes à la manifestation du paradigme du pouvoir de l'ethnie théorisé par Paul Abouana, Anthropologue culturel.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-travail-patrie

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PROTECTION DE
LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SECRETARIAT GENERAL

N° 000043 /C/MINEPDED/SG/DPDD/SDPGE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-fatherland

MINISTRY OF ENVIRONMENT, PROTECTION OF NATURE
AND SUSTAINABLE DEVELOPEMENT

SECRETARIAT GENERAL

Yaoundé, le 23 OCT. 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, informe la communauté nationale et internationale, de la tenue des audiences publiques relatives à l'Etude d'Impact Environnemental et Social du projet d'aménagement hydroélectrique du bief des gorges, du Ntem soumise par la société NTEM DOWSTREAM HYDROPOWER CAMEROON.

Ces audiences se tiendront du 31 octobre au 7 novembre 2018, de 10 heures à 16 heures dans les Mairies de Campo et de Ma'an.

Les audiences publiques visent à recueillir les observations du public sur ladite étude. Le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable invite par conséquent, les populations et autres parties intéressées, à participer activement à cet exercice.

Le Ministre Délégué
Dr NANA ABOUBAKAR DJALLOH

ELIMINATOIRES CAN U-23

Rigobert Song mise sur le vivier local

Récemment nommé à la tête de la sélection des moins de 23 ans du Cameroun, l'ancien capitaine des Lions indomptables a dévoilé hier mardi 23 octobre, sa première liste de joueurs convoqués. 35 éléments retenus pour le stage de préparation qui va se tenir à partir de jeudi avant le début des éliminatoires de la Can au Tchad les 12 et 20 novembre prochains.

Magnan mouille déjà le maillot ! Une semaine après sa nomination, le désormais ex-coach des A' a déjà le pied à l'étrier. Avec la compétition qui arrive à grands pas, il devenait urgent de constituer l'équipe qui va valablement représenter le Cameroun. A ce titre, Rigobert Song Bahanag a fait appel à son prédécesseur Richard Towa pour établir une première liste de 35 joueurs. « Je me suis rapproché de Towa pour sortir cette liste de 35 joueurs. Je n'ai pas eu le temps de dénicher les joueurs sur le terrain. Je vais d'abord faire avec ce qu'il a commencé, ce qu'il a fait et je vais me baser dessus avant de voir plus tard ce que je vais faire personnellement. Déjà que dans la présente liste, il figure aussi quelques joueurs que j'ai suivis de près avec les A' », a-t-il avoué hier en conférence de presse au siège de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot). Et d'ajouter « je me suis dit, compte tenu du temps, puisque cela fait deux mois qu'on a arrêté la date du championnat. Je me suis d'abord concentré sur les joueurs locaux et après, je pourrai faire appel aux internationaux. Cependant, nous sommes déjà en contact avec certains joueurs qui jouent en Europe. J'ai même appelé Patrick Vieira tout récemment. Peut-être on aura besoin de certains joueurs chez



lui et vice-versa. Donc on va travailler ensemble. On est dans l'urgence, mais on va faire l'effort pour donner le meilleur ».

Bien se préparer pour gagner

Même s'il n'a pas réussi à avoir un bon résultat avec les A' à la 5^{ème} édition du championnat d'Afrique des nations (Chan) au Maroc, c'est avec sérénité qu'il prépare la prochaine édition. « J'ai déjà passé une étape au Chan au Maroc, on était bloqué avec les A' et maintenant, je me suis bien préparé pour gagner le match », a-t-il révélé. Les joueurs sont attendus à la Fécafoot, munis de leurs passeports le 25 octobre prochain où ils entreront en stage jusqu'au 17 novembre prochain. Toutefois, des interrogations persistent. Pourquoi se passer de l'expérience des professionnels jouant hors des frontières du Cameroun?

Eux, qui ont des matchs dans les jambes, contrairement à certains locaux en « congés technique » depuis plusieurs semaines? Sûrement pour donner une chance aux joueurs évoluant sur le terroir de prendre en main leur destin. Mais attention, derrière il s'agit d'une Can et qui plus est qualificative pour les Jo de 2020 au Japon.

En rappel, l'ancien capitaine des Lions indomptables a remplacé au poste d'entraîneur Richard Towa. La décision de la Fécafoot était intervenue quelques heures après la publication par ce dernier d'une liste de 35 joueurs appelés en stage dès le 22 octobre 2018. Rigo a comme adjoint Guy Feutchine, ancien Lion lui aussi. Au poste de Team Press Officer, le confrère Boney Philippe saute.

Rostand TCHAMI

JOSEPH NDOKO

« Peaufiner notre stratégie pour garder une équipe consistante »

Sélectionneur de l'équipe nationale féminine, le technicien analyse les chances de ses pouliches logées dans la Poule A avec le Mali, l'Algérie et le Ghana, pays hôte de la coupe d'Afrique des nations qui démarre le mois prochain.

Quel est votre sentiment après le tirage au sort de la Can 2018 effectué dimanche dernier au Ghana ?

C'était très attendu. J'ai même eu l'impression que la Confédération africaine de football a entraîné, mais c'est enfin là. C'est un tirage qui nous permet de savoir qu'on va jouer contre toute l'Afrique. Il y a l'Afrique de l'Ouest avec le Ghana qu'on ne présente plus, à ne pas confondre avec le Ghana qui a joué en amical avec la France, car il est en stage depuis plus d'un an, et le Mali qui semble revenir sur la scène étant plus fort car, ayant éliminé la Côte d'Ivoire. Il y a l'Afrique du Nord avec l'Algérie. Ca va se jouer et nous allons prendre tous les matchs comme des finales.

Vous affrontez d'emblée le Mali ensuite, l'Algérie et enfin le Ghana. Quels commentaires faites-vous de ce calendrier ?

Il n'y a aucun match à prendre à la légère. On va jouer notre premier match le 17. Ca veut dire qu'on est à moins d'un mois maintenant du début de la compétition. Il faut partir avec l'intention de gagner tous les cinq matchs et non essayer de voir s'il faut faire des calculs, ce qui ne m'intéresse pas d'ailleurs. Pour moi, il est



important de regarder tous nos adversaires de la même manière. Aujourd'hui, on se prépare comme si on voulait affronter le champion du monde. Donc, quel que soit le moment où on devrait rencontrer le Ghana, on doit jouer avec la même consistance.

Une appréciation quand même sur la poule B où on retrouve le Nigéria, le Kenya et l'Afrique du Sud...

La poule B est tout aussi relevée. Le Kenya qui a été rappelé au dernier moment semble être le petit poucet, mais rappelez-vous qu'à la coupe Cosafa 2018, malgré le fait d'avoir laissé certaines de ses joueuses cadres, il a fait une prestation honorable. Il y a l'Afrique du Sud qui après avoir gagné la Cosafa a pris goût à la compétition, et le Nigéria qui n'est plus à présenter. C'est un groupe qu'on va regarder avec beaucoup d'intérêt aussi car on sait que l'Afrique du Sud et le Nigéria

partent favoris, même si je pense que la Zambie a son mot à dire.

Quelles sont les leçons à tirer de la coupe Cosafa 2018 et du match amical contre la France ?

Il n'y a pas grand-chose à dire après le match contre la France car, on n'a pas eu une préparation conséquente à la Cosafa. Nous sommes partis avec des joueuses locales, dont il y a encore du travail à faire et jusqu'au dernier jour, on sera encore en train de chercher la meilleure osmose possible entre les professionnelles et les joueuses locales. D'ici le 2 novembre, on pourra avoir l'essentiel de notre groupe. Le 4, toutes devront être là et nous pensons qu'en deux semaines, avec ce que nous avons déjà vécu avant la préparation, nous allons continuer et le travail abattu devra nous permettre d'aller affronter les 5 matchs avec la même consistance.

Comment comptez-vous peaufiner votre préparation et quels seront les axes prioritaires ?

Actuellement, on est à Mbankomo, on continue de peaufiner notre stratégie. Nous avons souhaité jouer en amical en aller et retour contre la Guinée Équatoriale, mais je ne sais pas si elle aura la même motivation après sa disqualification. Donc, si le programme reste inchangé, samedi et mardi, nous nous y rendrons. Selon le programme qui est établi, nous devrions aller en Côte d'Ivoire pour peaufiner notre préparation. Si on peut avoir des sparring-partners tels que le Maroc, la Tunisie, et si on peut jouer contre la Côte d'Ivoire ou le Sénégal ou même le Burkina Faso, ce serait bien pour nous.

C.T. avec press-sport

VOLLEY-BALL FÉMININ
Trois clubs
qualifiés pour
le Final 4

Bve, Injs et Nyong et Kellé ont décroché leur ticket, à l'issue des duels du Final 6 Dames qui se sont déroulés du 19 au 21 octobre dernier à Yaoundé.

L'Institut national de la jeunesse et des sports (Injs), tenant du titre, Bafia Volley-ball Evolution (Bve) et Nyong-et-Kellé Volley-ball (Nek) sont les premiers clubs qualifiés pour la prochaine étape de la Camtel volleyball championship Dames, le Final 4. « L'objectif a été atteint. On s'est bien préparé. Les filles ont été moyennes. On va essayer de corriger les erreurs pour être plus performant lors du prochain tour », rassure

Anomah Neba, l'entraîneur du club du Mbam. La quatrième équipe qui accèdera à cette étape de la compétition sera le vainqueur du duel qui opposera Bafang Volley-ball (Bvb) aux Forces armées et Police (Fap). Initialement prévue le 21 octobre dernier, cette rencontre interrompue par la pluie, a été reportée à une date ultérieure, qui sera arrêtée par la Commission des arbitres, a expliqué la Fédération camerounaise de volley-ball (Fecavolley).

Ces clubs ont décroché leurs tickets pour la prochaine étape à l'issue du Final 6 qui s'est déroulé du 19 au 21 octobre dernier à l'Institut national de la jeunesse et des Sports.

Organisée par la Fédération camerounaise de volley-ball, cette compétition oppose les clubs qui se sont distingués lors des quatre principaux regroupements sectoriels. Maroua Volley-ball (Mvb) est déjà éliminé de la compétition. « Dans l'ensemble, la prestation des équipes a été moyenne. On a assisté à des rencontres très serrées. Des équipes comme Bafia volleyball Evolution et Nyong et Kellé ont montré de très belles choses sur le plan technique. L'expérience des internationales a aussi été pour beaucoup dans la victoire de certaines formations. J'espère qu'elles continueront à travailler avec la même intensité. Pour le reste, on a vu de belles choses. Mais, il est clair que certaines équipes doivent encore faire beaucoup d'efforts pour entrer dans le top 4 », analyse le directeur technique national, Patrice Obougou Obougou.

Le championnat masculin a été reporté au week-end du 6 novembre prochain, en raison de la participation de l'équipe de Fap au tournoi de la zone IV au Congo. Cependant, les Final 4 dames et messieurs se dérouleront au même moment, les 16, 17 et 18 novembre. Idem en ce qui concerne les finales qui détermineront les champions de la saison 2018, prévues le 24 novembre.

Marie Louise MAMGUE

Vis une fin d'année délirante



AG Partners
Cameroun
Sept 2018
PUBLICIS

Orange Comedy Club

En avant-première et en exclusivité tous les lundis
sur video.orange.cm et sur Canal2 international
tous les vendredis dès 21H.

www.orange.cm www.facebook.com/orangecameroun [Orange_Cameroun](https://www.instagram.com/Orange_Cameroun) [My Orange](https://www.linkedin.com/company/MyOrange)

Vous rapprocher
de l'essentiel

